



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE**

**PROGRAMME**

***L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

Ministère de la Justice - SG / DIR-SG-Grand-Ouest / DI de Rennes

***Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)***

Monsieur le chef du Département Immobilier de la Délégation interrégionale Grand Ouest du Ministère de la Justice

***Objet de la consultation***

Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation (mise aux normes électricité, sanitaires, acoustique) de l'annexe 129<sup>e</sup> du Tribunal judiciaire du Havre (76)

Réf : TJ\_HAVRE\_129e\_MOE\_ACOUSTIQUE



## PROGRAMME - Sommaire

Pages

ARTICLE 1 - PRESENTATION DE L'OPERATION .....	3
1. 1 - Contexte et objectifs.....	3
1. 2 - Montant estimatif des travaux .....	3
1. 3 - Calendrier prévisionnel.....	3
ARTICLE 2 - DONNEES .....	3
2. 1 - Description du site .....	3
2. 1. 1 - Lieu d'exécution .....	3
2. 1. 2 - Présentation du bâtiment .....	4
2. 2 - Description des désordres constatés .....	4
ARTICLE 3 - CONTRAINTES ET EXIGENCES .....	5
3. 1 - Cadre réglementaire .....	5
3. 1. 1 - Cadre réglementaire général .....	5
3. 1. 2 - Urbanisme – PLUM.....	5
3. 1. 3 - Principaux risques extérieurs.....	5
3. 1. 4 - Sécurité incendie.....	6
3. 2 - Contraintes fonctionnelles.....	6
3. 2. 1 - Site occupé.....	6
3. 2. 2 - Limitation des nuisances.....	6
3. 2. 3 - Sécurité des riverains et du personnel.....	6
3. 3 - Exigences environnementales.....	6
3. 3. 1 - Choix des matériaux .....	6
3. 3. 2 - Clauses sociales et environnementales.....	6
3. 3. 3 - Gestion des déchets de chantier .....	6
3. 3. 4 - Innovation .....	6
3. 4 - Entretien- maintenance .....	7
ARTICLE 4 - ANNEXES AU PROGRAMME .....	7

## ARTICLE 1 - PRESENTATION DE L'OPERATION

### 1. 1 - Contexte et objectifs

En tant que maître d'ouvrage, le Ministère de la Justice envisage des travaux de rénovation du bâtiment « annexe 129ème » dans le cadre du schéma directeur immobilier du Tribunal judiciaire du Havre (76).

Un état des lieux complet du bâtiment a été réalisé en 2024-2025. A l'issue des diagnostics, une première tranche de travaux a été identifiée pour traiter les désordres constatés au niveau de la structure et du clos-couvert. Une deuxième phase a été identifiée pour **réhabiliter les espaces intérieurs (courant fort, acoustique, et aménagement des sanitaires).**

**L'objet de la présente opération est donc de mettre en œuvre ces travaux de mise aux normes, afin d'améliorer et sécuriser les conditions de travail des occupants par la remise à niveau des équipements électriques obsolètes et le traitement de l'acoustique des locaux.**

### 1. 2 - Montant estimatif des travaux

L'enveloppe budgétaire allouée aux travaux est de 270 000 €HT, valeur octobre 2025.

### 1. 3 - Calendrier prévisionnel

Ce calendrier est fourni uniquement à titre indicatif, il sera fixé avant le début de la mission de MOE :

- Désignation du maître d'œuvre : T1 2026
- Études de conception : T2/T3 2026
- Consultation des entreprises travaux : T4 2026
- Travaux : S1 2027

## ARTICLE 2 - DONNEES

### 2. 1 - Description du site

#### 2. 1. 1 - Lieu d'exécution

Annexe 129<sup>e</sup> du tribunal judiciaire, 3 rue du 129ème régiment d'infanterie au Havre, 76 600 Le Havre.

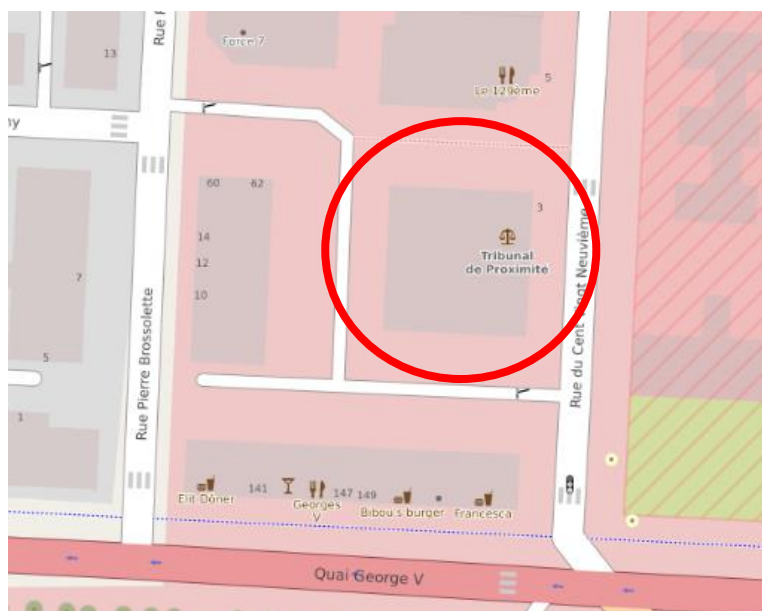


Figure 1 - Plan de situation

## 2. 1. 2 - Présentation du bâtiment

Le Tribunal judiciaire du Havre est composé des bâtiments suivants :

- Palais de justice, situé 133 boulevard de Strasbourg au Havre. Hors projet.
- **Annexe 129<sup>ème</sup>, situé 3 rue du 129<sup>ème</sup> régiment d'infanterie au Havre. Objet du marché.**
- Annexe du Colonel Fabien, situé 16 rue du Colonel Fabien au Havre. Hors projet.

L'annexe 129<sup>e</sup> du tribunal judiciaire du Havre, ancien tribunal d'instance, a été construit en 1973. Il est classé ERP 5<sup>ème</sup> catégorie avec activités de type W pour un effectif de 136 personnes (100 publics et 36 personnels). Sa surface de plancher de 1 539 m<sup>2</sup> se développe sur quatre niveaux : sous-sol partiellement accessible, rez-de-chaussée, R+1, R+2.

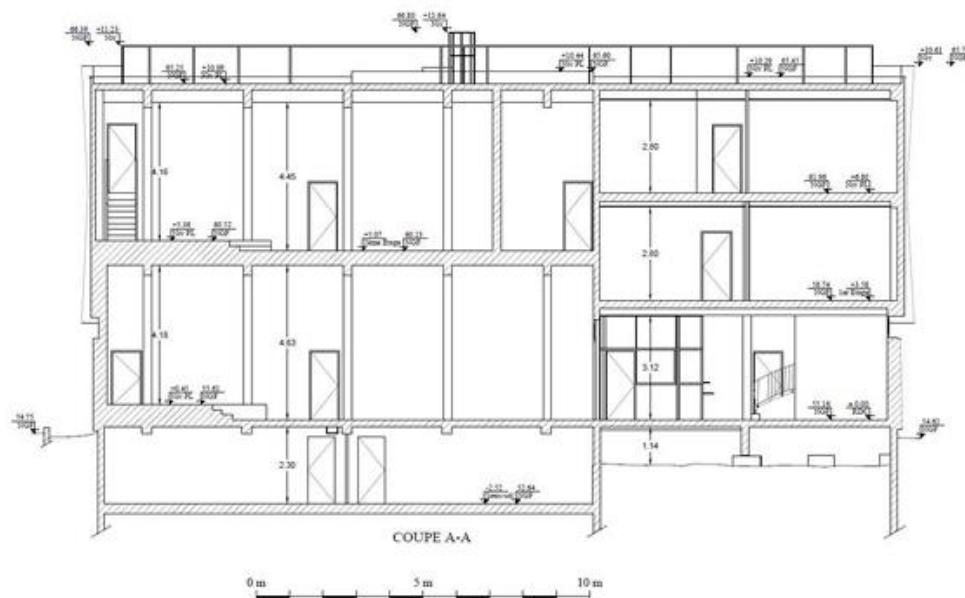


Figure 2 - Coupe de principe de l'annexe 129e

## 2. 2 - Description des désordres constatés

Les principales conclusions des diagnostics techniques établis en 2024 -2025 sur les aspects électricité et acoustique sont :

- Electricité :
  - o Distribution électrique partiellement inadaptée
  - o Tableaux électriques obsolètes et parfois mal implantés
  - o Eclairage de sécurité insuffisant
  - o Documentation technique du site incomplète (électricité)
- Acoustique :
  - o Absence de recoupement dans les pléniums
  - o Absence de cloisonnement dans les sanitaires R+1 et R+2
  - o Faibles performances acoustiques

Dans l'utilisation des espaces, la problématique acoustique génère des difficultés dans le fonctionnement de la juridiction. En effet, la confidentialité des échanges n'est plus assurée et nécessite de délocaliser les rendez-vous et audiences de cabinet.

**Le programme des travaux prévoit ainsi :**

- La remise à niveau des équipements électriques obsolètes (reprise locale de la distribution, remplacement des tableaux électriques, remise à niveau de l'éclairage de sécurité et mise à jour de la documentation technique)
- L'aménagement des sanitaires des R+1 et R+2
- Le traitement acoustique des locaux des étages : solutions à étudier (cloisonnement dans les faux-plafonds, laine acoustique, doublage phonique...)

## ARTICLE 3 - CONTRAINTES ET EXIGENCES

### 3.1 - Cadre réglementaire

#### 3.1.1 - Cadre réglementaire général

De façon générale les documents réglementaires à respecter sont :

- Code de l'Urbanisme
- Le Code de la Construction et de l'Habitation
- Le Code du Travail
- Les règles de Sécurité Incendie dans les Etablissements Recevant du Public (E.R.P.)
- Les Eurocodes
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU)
- Tout autre norme en vigueur au moment de l'exécution du marché et relative aux travaux envisagés

#### 3.1.2 - Urbanisme – PLUM

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 est disponible en ligne : [Plan Local d'Urbanisme - PLU | Site officiel de la Ville du Havre – Le Havre](#)

Le Palais de justice est situé en zone urbaine centrale du secteur correspondant aux quartiers Danton, Sainte Marie, Massillon, Saint-Vincent, de l'Eure et Brindeau (UCa).

Le bâtiment est situé dans la zone de protection sites patrimoniaux remarquables, en tant que bâti d'intérêt architectural antérieur à la Reconstruction du centre-ville du Havre par l'atelier Perret. A ce titre, tous les travaux exécutés sur le bâtiment doivent être conformes aux prescriptions du règlement AVAP (Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine) valant SPR. Celui-ci est également disponible en ligne : [Site Patrimonial Remarquable | Site officiel de la Ville du Havre – Le Havre](#)

#### 3.1.3 - Principaux risques extérieurs

Les principaux risques identifiés sur le site sont récapitulés ci-dessous (source Géorisques.fr) :

	Sur le site de l'opération	Sur la commune
<b>RISQUES NATURELS</b>		
Inondation	Existant	Existant
Risques côtiers (submersion marine, tsunami)	Existant	Existant
Séisme	Faible	Faible
Mouvements de terrain	Existant	Existant
Retrait gonflement des argiles	Faible	Modéré
Radon	Faible	Faible
<b>RISQUES TECHNOLOGIQUES</b>		
Installations industrielles classées (ICPE)	Concerné	Concerné
Canalisations de transport de matières dangereuses	Concerné	Concerné
Pollution des sols	Concerné	Concerné

### 3. 1. 4 - Sécurité incendie

Le bâtiment du Palais de Justice est classé ERP (5<sup>ème</sup> catégorie avec activités de type W pour un effectif total de 136 personnes (100 publics et 36 personnels).

## 3. 2 - Contraintes fonctionnelles

### 3. 2. 1 - Site occupé

#### **Les travaux seront réalisés en site occupé.**

L'activité devra être maintenue au sein du bâtiment pendant la réalisation des travaux.

La sûreté du bâtiment et en particulier l'anti-intrusion devra être assurée pendant la réalisation des travaux.

Le phasage des travaux sera à proposer par le maître d'œuvre dans la phase AVP au regard des contraintes du bâtiment et des contraintes liées à l'activité et l'exploitation du site.

Cette proposition de phasage et le planning prévisionnel des travaux devra faire l'objet d'une concertation avec les représentants des utilisateurs sur site et la Maîtrise d'ouvrage.

### 3. 2. 2 - Limitation des nuisances

L'organisation du chantier et les dispositions techniques viseront à réduire l'ensemble des pollutions et des nuisances induites par les travaux : sonores, vibrations, poussière, circulation dans le tribunal, indisponibilité des installations existantes, etc.

### 3. 2. 3 - Sécurité des riverains et du personnel

Les prescriptions relatives à la sécurité sur la voie publique relèvent des textes en vigueur et seront strictement appliquées. Le positionnement des accès de chantier sera choisi pour perturber le moins possible la circulation publique et le fonctionnement du Palais de justice.

## 3. 3 - Exigences environnementales

### 3. 3. 1 - Choix des matériaux

Les matériaux employés devront être adaptés à la destination des locaux et présenter une résistance à l'usure, au poinçonnement, aux chocs, à l'encrassement et à l'humidité.

### 3. 3. 2 - Clauses sociales et environnementales

Au regard du montant de l'opération et des enjeux environnementaux, il est envisagé de mettre en œuvre les clauses sociales et environnementales dans les marchés de travaux.

### 3. 3. 3 - Gestion des déchets de chantier

La préparation technique permettra de réduire les déchets à la source, de faire des choix constructifs en conséquence (procédés et procédures de mise en œuvre, etc.), de quantifier les déchets, d'anticiper l'organisation du tri (zones de stockage et de circulation, logistique interne, planning des rotations d'enlèvement, etc.).

La gestion du chantier permettra d'assurer le suivi du tri et la valorisation des déchets en relation avec les filières locales et de veiller à la traçabilité des déchets.

Il est rappelé qu'aucun matériau ne peut être brûlé sur le site et que le tri des déchets doit être effectué sur le site.

### 3. 3. 4 - Innovation

Le maître d'œuvre pourra proposer des solutions innovantes.

### 3. 4 - Entretien- maintenance

Les matériels et les matériaux seront sélectionnés pour leur résistance au vieillissement et leur facilité d'entretien. Ils seront de production courante et le nombre de références sera limité au minimum. Les éléments apparents devront résister aux chocs accidentels et aux frottements usuels.

## ARTICLE 4 - ANNEXES AU PROGRAMME

Les documents suivants sont remis dans le cadre de la présente consultation :

- Diagnostic électricité 2025
- Diagnostic acoustique 2024
- DAAT 2025 – toiture et sous-sol

Les documents suivants seront communiqués au titulaire du marché :

- Plans géomètre : relevé plans de niveaux et relevé des façades 2019 ;
- Autres diagnostics techniques :
  - Structure 2025
  - CVC – Plomberie sanitaire 2024
  - clos et couvert 2025
  - Sécurité incendie 2024 ;
- Rapport des inspections télévisées réseaux 2025